

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 11/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

FIDELE SAS

9 ROUTE DE KERBOST
BP 50106 GRACES
22200 Grâces

Code AIOT : 0005503334

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2023 dans l'établissement FIDELE SAS implanté 9 route de Kerbost BP 50106 à GRACES (22200). L'inspection a été annoncée le 25/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FIDELE SAS
- 9 ROUTE DE KERBOST BP 50106 GRACES 22200 Grâces
- Code AIOT : 0005503334
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise FIDELE est spécialisée dans la fabrication d'aliments humides en conserve appertisées pour chiens et chats.

Le site comporte une tour de refroidissement à circuit primaire non fermé, qui sert au refroidissement du stérilisateur STORK. Cet équipement a fait l'objet de l'inspection.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention de la Légionellose – suivi du fonctionnement de la tour aéroréfrigérante
- Utilisation des fluides frigorigènes fluorés.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Situation administrative (rubrique ICPE 1185)	Décret du 22/10/2018
2	Situation Administrative (Rubrique 1510)	Décret du 24/09/2020
3	Valeurs limites d'émissions des rejets aqueux	AP Complémentaire du 04/02/2021, article 2
5	Registre	Règlement européen du 16/04/2014, article 6
6	Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
7	Réalisation et actualisation de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.a
8	Contenu de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.a
9	Plan d'entretien et de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.b
12	Formation TAR- Risque légionelle	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.1
14	FDS (REACH)	Autre du 01/06/2007, article Art 31.5, 31.6, 31.9, 35, 36
15	FDS (REACH ou règlement des produits biocides)	Autre du 01/06/2007, article Art.37.5
16	Indicateurs physico-chimiques et microbiologiques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3
24	Carnet de suivi des interventions sur l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.IV.2

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Prélèvement et consommation de l'eau	Arrêté Préfectoral du 03/02/1997, article 4-2
10	Stratégie de traitement préventif de l'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.b--3.7.I.2.b
11	Gestion hydraulique	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.2.a
13	Utilisation de biocides	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.2.b
17	Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.a--3.7.I.2.b--3.7.I.1.c
18	Transmission des résultats à l'inspection	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.e
19	Surveillance de l'eau d'appoint	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.1
20	Résultats de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.d
21	Procédures écrites	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.b--3.7.I.1.c
22	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.2.--3.7.I.2.c
23	Emplacement et marquage du point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.b
25	Obligation de port d'EPI	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 4.2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été menée dans un contexte de changement : la stratégie de traitement et l'AMR sont en cours de révision, nécessitant une actualisation de différents documents en lien avec la prévention de la légionellose.

La tour de refroidissement est de manière générale bien entretenue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative (rubrique ICPE 1185)

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018
Thème(s) : Actions nationales 2023, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 créant la rubrique 1185 : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension. Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant : a) Supérieure à 800 l (A) b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation : a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D) 3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire : 1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D) b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D) 2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)
Constats : D'après les informations fournies par l'exploitant, le site contient et utilise des Fluides Frigorigènes Fluorés, à savoir: - 4.2 Kg de R407C - 10 Kg (2x5) de R32 - 128 Kg de R428A Le total contenu étant inférieur à 300Kg, l'installation n'est donc pas classée à la rubrique 1185.
Observations : A noter que l'exploitant informe l'inspection des installations classées de son projet de remplacer le fluide R428A par une installation au CO2 (froid négatif). Il appartient à l'exploitant de détailler son projet dans un dossier de Porter-à-Connaissance qu'il transmettra au service d'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Situation Administrative (Rubrique 1510)

Référence réglementaire : Décret du 24/09/2020
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE (décret concernant la rubrique 1510)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39. a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement (A-1) 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : a) Supérieur ou égal à 900 000 m ³ (A-1) b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ (E) c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ (DC) Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes. »
Constats : Le jour de l'inspection, il est a été constaté la présence d'un entrepôt annexé au bâtiment administratif. Celui-ci contient une quantité significative de denrées en conserves et des palettes de cartons. L'exploitant n'était pas en mesure d'indiquer précisément le volume de cet entrepôt et les quantités de matières en stock. L'exploitant ne s'est pas positionné à la rubrique n°1510, en application de l'article L.513-1 du code de l'environnement, suite aux modifications introduites par le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 vis-à-vis de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Observations : Il appartiendra à l'exploitant, de se prononcer au regard de la rubrique 1510 et d'apporter la démonstration du classement ou non du site. L'exploitant devra notamment transmettre un tableau de renseignements et un plan de ses installations réalisés conformément au modèle joint en annexe au rapport d'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Valeurs limites d'émissions des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/02/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions des rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "Les eaux rejetées vers la station d'épuration de Grâces doivent respecter les valeurs limites suivantes, sur effluent brut non décanté : - Volume -> 120 m3/j du L au V ; 168 m3/j le Samedi - DCO -> 1000 kg/j du L au V ; 1560 kg/j le Samedi - DBO5 -> 350 kg/j du L au V ; 800 kg/j le Samedi - MES -> 240 kg/j du L au V ; 360 kg/j le Samedi - NTK -> 20 kg/j du L au V ; 40 kg/j le Samedi - Pt -> 5 kg/j du L au V ; 10 kg/j le Samedi - pH entre 5.5 et 8.5 - température inférieure ou égale à 30°C"
Constats : Les valeurs limites d'émissions (VLE) sont enregistrées dans le logiciel GIDAF, consultable par l'inspection des installations classées. Les inspecteurs constatent que les VLE sont régulièrement dépassées en flux et en concentration, en particulier les matières en suspension (MES) et le Phosphore Total (Pt).
Observations : Il conviendra de justifier les dépassements observés et de mettre en place des actions pérennes qui permettront de régulariser la situation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prélèvement et consommation de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/1997, article 4-2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Les installations de prélèvement doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des indications est effectué tous les jours, et est porté sur un registre tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées. En cas de raccordement à un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage doit être équipé d'un clapet anti-retour, d'un disconnecteur ou de tout autre dispositif équivalent. L'eau utilisée au contact des denrées alimentaires devra répondre aux dispositions du décret N° 89-3 du 3 Janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine."
Constats : L'exploitant a déclaré dans le logiciel Gereg, un prélèvement total de 44 686 m3 pour l'année 2022. Le jour de l'inspection, il est précisé qu'il s'agit de 39 799 m3 d'eau de réseau et de 4 887 m3 de forage. Des mesures économes en eau ont été mises en place : installation de débitmètres et ajout de compteurs avec relevé instantané. Un audit privé sur les mesures de réduction de la consommation de l'eau est en projet (audit en cours sur un autre site du groupe – en attente des résultats).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Registre

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Règlement 517/2014 : Article 6 - Tenue de registres 1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 4, paragraphe 1, établissent et tiennent à jour, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes : a) la quantité et le type de gaz à effet de serre fluorés installés ; b) les quantités de gaz à effet de serre fluorés ajoutées pendant l'installation, la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite ; c) la quantité de gaz à effet de serre fluorés installés qui a été éventuellement recyclée ou régénérée, y compris le nom et l'adresse de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ; d) la quantité de gaz à effet de serre fluorés récupérée ; e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la réparation ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat ; f) les dates et les résultats des contrôles effectués au titre de l'article 4, paragraphes 1 à 3 ; g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz à effet de serre fluorés. [...]
Constats : Le registre qui contient les fréquences de contrôles périodiques à respecter n'a pas été transmis à l'inspection
Observations : Il conviendra de fournir ce registre aux inspecteurs.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Fréquence des contrôles périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 4 Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide, de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.
Constats : L'exploitant prévoit la réalisation de contrôles sur ces installations de froid utilisant des fluides frigorigènes fluorés. La fréquence qui a été déterminée pour le R428A est semestrielle, tandis qu'elle est annuelle pour le R407C. Les derniers rapports de contrôles d'étanchéité qui ont été fournis à l'inspection des installations classées respectent ces fréquences et concluent à une absence de fuite pour ces deux installations.
Observations : Il conviendra de transmettre à l'inspection des installations classées, le dernier contrôle d'étanchéité de l'installation contenant du R32, ou à défaut, l'attestation du retrait de celui-ci.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Réalisation et actualisation de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (DC) – Analyse méthodique des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. [...] En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.
Constats : L'Analyse Méthodique des Risques (AMR) a été fournie aux inspecteurs avant l'inspection. Ce document n'est pas daté et ne permet donc pas de déterminer les dates des différentes révisions avec les versions associées. A noter que le jour de l'inspection, l'exploitant informe les inspecteurs du changement de stratégie de traitement qui est en cours et qui conduit à la révision de cette AMR, prévue pour juillet 2023 et confiée à un prestataire extérieur.
Observations : Il conviendra de transmettre l'AMR révisée à l'inspection des installations classées dès sa réception.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Contenu de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (DC) – Analyse méthodique des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; les points critiques liés à la conception de l'installation les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article. Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.
Constats : L'AMR fournie contient une description de l'installation, une identification des facteurs de risque, ainsi qu'une fiche récapitulative du traitement de l'eau. L'AMR liste les risques identifiés dans un tableau. A noter que la colonne "moyen de maîtrise existant" ne remplit pas pleinement sa fonction et manque de pertinence. Un schéma de la TAR a été fourni, mais est incomplet. .
Observations : Lors de la prochaine révision de l'AMR, il conviendra de revoir les moyens de maîtrise existants. Sur le schéma de la TAR, il appartiendra à l'exploitant d'identifier les points d'injection des produits de traitement et de prélèvement d'eau. Les circuits hydrauliques (eau de forage, eau de réseau) devront également figurer sur le schéma ainsi que l'identification éventuelle des bras morts et des disconnecteurs.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan d'entretien et de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.b
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (DC) – Analyse méthodique des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des Legionella pneumophila dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p>
Constats : Le plan d'entretien, en lien avec l'AMR, n'a pas été fourni pas l'exploitant.
Observations : Il conviendra de transmettre ce plan d'entretien à l'occasion de la révision de l'AMR, prévue pour juillet 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Stratégie de traitement préventif de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.b-----3.7.I.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (DC) – Traitement préventif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien ----- L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit. L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles. Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.
Constats : La stratégie de Traitement a été fournie en amont de l'inspection. Elle est datée de février 2023. Néanmoins, le jour de la visite, l'exploitant informe les inspecteurs que cette stratégie est en cours de révision. Post inspection, une stratégie de traitement révisée est fournie aux inspecteurs. Elle est datée du 30/05/2023 et a été rédigée par un prestataire externe. Son sommaire est celui-ci : 1. Caractéristiques de l'installation 2. Analyse de l'eau d'alimentation 3. Schéma de principe 4. Stratégie de traitement 5. Dispositifs de surveillance des traitements 6. Actions curatives et correctrices en cas de mauvais résultats d'analyses Legionella 7. Procédure de nettoyage et désinfection : Nettoyages annuels 8. Procédure de nettoyage et désinfection : Nettoyages intermédiaires 9. Procédure de gestion des arrêts longs – mode hivernage
Observations : Les procédures font mention de la DREAL comme organisme à contacter. Il s'agira de modifier cette mention par le sigle DDPP. A toutes fins utiles, les coordonnées de la DDPP pourront être précisées, afin de gagner un temps précieux en cas d'alerte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Gestion hydraulique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.1.2.a
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (DC) – Traitement préventif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin de lutter efficacement contre le biofilm sur toutes les surfaces en contact avec l'eau circulante dans l'installation et de garantir l'efficacité des traitements mis en œuvre, l'exploitant s'assure d'une bonne gestion hydraulique dans l'ensemble de l'installation.
Constats : La stratégie de traitement prévoit l'utilisation d'un biocide oxydant en continu pour ses propriétés dispersantes qui luttent contre la formation de biofilm. Lors du nettoyage et désinfection annuel, ou en cas de dépassement ponctuel des seuils de détection de Légionelle, deux produits biocides sont utilisés : l'un pour disperser, l'autre pour éliminer le biofilm (action détergente).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Formation TAR- Risque légionelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Formation TAR- Risque légionelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque."
Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection une fiche d'émargement attestant du suivi de la formation "TAR- Risque légionelle", en date du 6 octobre 2015. 6 personnes ont suivi cette formation dite de "recyclage". A noter que les délais de renouvellement de cette formation tous les 5 ans n'est pas respectée.
Observations : Il appartient à l'exploitant d'assurer le suivi des formations obligatoires. Il conviendra de régulariser la situation en organisant dès que possible, une session de formation à minima pour les personnes nommément désignées comme responsables de la surveillance de l'installation. Le programme de la formation sera également fourni au service d'inspection et devra traiter à minima des sujets suivants: - les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; - les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; - les dispositions du présent arrêté.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Utilisation de biocides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (DC) – Traitement préventif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement. [...] Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu. L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets. ----- L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement. [...] Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu. L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets. ----- En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement. ----- Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.
Constats : Des biocides sont utilisés en continu et en traitement choc pour assurer l'entretien de l'installation. La stratégie de traitement précise les propriétés dispersantes et détergentes des produits biocides utilisés, notamment en vue d'empêcher un biofilm de se former. Les procédures de nettoyage indiquent les produits à utiliser et en quelle quantité, ainsi que la zone d'injection.
Observations : La stratégie de traitement ayant été revue, les produits utilisés ne sont plus les mêmes que précédemment. Il appartient à l'exploitant, de procéder à l'élimination des produits chimiques qui ne seraient plus utilisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : FDS (REACH)

Référence réglementaire : Autre du 01/06/2007, article Art 31.5, 31.6, 31.9, 35, 36
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de gestion et de prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La fiche de donnée de sécurité (FDS) du produit XX, détenue par l'exploitant est en français, à jour, sous le format de l'annexe II de REACH (en 16 rubriques, avec une classification conforme au CLP en section 2 et 3, et avec un étiquetage CLP en section 2) et accessible au personnel qui est en contact avec ce produit (version papier ou informatique)
Constats : Toutes les Fiches de données de sécurité qui ont été fournies à l'inspection des installations classées sont en français, récentes et au format REACH. Elles ne sont néanmoins pas disponibles au personnel dans les locaux de stockages et de manipulation.
Observations : Il appartiendra à l'exploitant de mettre les fiches de données de sécurité à disposition de son personnel, dans les lieux de stockage et de manipulation des produits chimiques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : FDS (REACH ou règlement des produits biocides)

Référence réglementaire : Autre du 01/06/2007, article Art.37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de gestion et de prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les conditions de stockage, d'utilisation, d'élimination et d'étiquetage du produit sont conformes à la FDS (produits en régime transitoire) ou conformes à l'AMM
Constats : Les produits sont stockés dans un local fermé à clef et dont le sol fait office de rétention. A noter qu'il y a des bacs de rétentions supplémentaires sous les bidons de produits. Néanmoins, la différenciation entre les acides et les bases n'est pas visible et ne permet donc pas aisément de s'assurer qu'ils sont bien séparés et ne s'écouleront pas dans un même bac de rétention en cas de fuite. Les produits biocides utilisés sont référencés pour un usage TP11 (traitement désinfectant des eaux de refroidissement). Un des produits mentionné comme biocide dans la stratégie de traitement n'est pas référencé dans la source www.biocid-anses.fr . Il s'agit de l'Aquaprox MDA 4730.
Observations : Il conviendra de mettre en place une information visuelle afin de repérer facilement les acides et les bases. Il appartient à l'exploitant de mettre à jour sa stratégie de traitement si le produit mentionné n'est pas un biocide.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Indicateurs physico-chimiques et microbiologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (DC) – Traitement préventif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action. Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.
Constats : Le contrat des prélèvements convenus avec le laboratoire a été transmis aux inspecteurs post inspection. Les derniers résultats des analyses de l'eau de forage ont également été fournies. Néanmoins, un plan de surveillance des installations doit permettre d'identifier l'ensemble des paramètres à surveiller en lien avec l'AMR (pH, conductivité, chlore résiduel,...) et contrôler l'efficacité du traitement préventif mis en œuvre par l'exploitant (paramètres physico-chimiques de l'eau, concentration en biocide résiduelle...).
Celui-ci doit prévoir des actions correctives en cas de dérive et dépassements des valeurs cibles et indiquer les fréquences de surveillance.
Observations : Il conviendra de transmettre ce plan de surveillance à l'inspection des installations classées, dès que possible.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.a-----3.7.I.2.b-----3.7.I.1.c
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (DC) – Surveillance de la concentration en légionelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques pour cette méthode d'analyse et sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent. ----- Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella pneumophila par la réalisation d'analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir trois analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L. ----- Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation. Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en Legionella pneumophila est réalisée.
Constats : La fréquence des prélèvements est bimestrielle, comme imposé par la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Transmission des résultats à l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.e
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (DC) – Surveillance de la concentration en légionelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.
Constats : Les résultats des analyses légionelles sont régulièrement enregistrés sur le logiciel Gidaf.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Surveillance de l'eau d'appoint

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (DC) – Surveillance de la concentration en légionelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants : – Legionella pneumophila : < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée ; – matières en suspension : < 10 mg/l. La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle.
Constats : L'eau d'appoint provient du forage et au besoin, de l'eau du réseau. Le contrat signé auprès du laboratoire prévoit un passage par an avec des analyses physico-chimiques et microbiologiques. Les résultats des analyses des eaux de forage a été transmis post-inspection, datés de juin 2023. Concernant les matières en suspension, le résultat est conforme d'après le rapport d'analyse du 15/06/2023 puisque leur concentration est inférieure à 4 mg/l. L'analyse légionelle a quant à elle fait l'objet d'un prélèvement réalisé le 29/09/2022 et dont le rapport conclu : "légionella non détectées".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Résultats de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.1.3.d
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (DC) – Actions en cas de résultats non conformes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en Legionella pneumophila ou en Legionella species supérieures ou égales à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire. [...] L'exploitant s'assure que le laboratoire l'informerait des résultats provisoires confirmés et définitifs de l'analyse par des moyens rapides (télécopie, courriel) si : - le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse dépasse le seuil de 1 000 UFC/L ; - le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse rend impossible la quantification de Legionella pneumophila en raison de la présence d'une flore interférente.
Constats : Les résultats transmis à l'inspection sont généralement conformes. Deux exceptions ont été enregistrées les 23/03/2022 (59 000 UFC) et 23/11/2022 (1 000 UFC). L'exploitant affirme avoir mis en place les actions correctives prévues dans les procédures à suivre en cas de dépassements. Depuis cette date, les résultats transmis sont conformes. Les rapports d'analyses du laboratoire comportent les mentions suivantes, telles que prévues dans l'arrêté ministériel du 14/12/13 (art 3.7.3.d) : - coordonnées de l'installation ; - accréditation COFRAC ; - date et heure de prélèvement ; - température de l'eau (en celsius) ; - date de réception des échantillons ; - date d'analyse ; - nom du préleveur ; - aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ; - date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés ; - pH, conductivité et turbidité de l'eau « mesurés » au lieu du prélèvement ; - Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire. Ne sont pas mentionnés : - heure de réception de l'échantillon ; - heure de début de l'analyse ; - référence et localisation des points de prélèvement.
Observations : Il conviendra de transmettre à l'inspection, les enregistrements qui tracent les actions engagées pour un retour à la conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Procédures écrites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.b-----3.7.I.1.c
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (DC) – Actions en cas de résultats non conformes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chacune des situations de dépassement de concentration en Legionella pneumophila décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière. ----- Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant : - procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;
Constats : Les procédures suivantes ont été transmises à l'inspection : - Dépassement du seuil de 100 000 UFC/L; - Dépassement du seuil de 1 000 UFC/L; - Présence de flore interférente; - Nettoyage annuel de la TAR; - Présence de MES sur l'eau d'appoint. Elles reprennent les prescriptions réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.2.-----3.7.I.2.c
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (DC) – Contrôles sur le terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement. ----- Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.
Constats : Lors de la visite, les inspecteurs constatent que la TAR est visuellement tenue en bon état. Le dévésiculeur a été changé en 2018 et la stratégie de traitement prévoit un nettoyage régulier annuel et un traitement en continu pour prévenir l'apparition des légionelles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Emplacement et marquage du point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.b
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (DC) – Contrôles sur le terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air. Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.
Constats : Lors de la visite sur site, les inspecteurs ont pu constater l'emplacement du point de prélèvement et son panneau indicatif.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Carnet de suivi des interventions sur l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.IV.2
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (DC) – Contrôles sur le terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne : <ul style="list-style-type: none">– les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;– les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;– les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;– les périodes d'arrêts complet ou partiels ;– le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;– les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;– les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ;– les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;– les modifications apportées aux installations. Sont annexés au carnet de suivi : <ul style="list-style-type: none">– le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;– l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ;– les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ;– le plan de formation ;– les rapports d'incident et de vérification ;– les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées ou d'un organisme agréé, tels que définis au point V, relatifs aux résultats des mesures et analyses ;– les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en <i>Legionella pneumophila</i> et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I.3 ci-dessus ;– les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau tels que définie à l'article 5.5. Le carnet de suivi est propriété de l'installation. Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées, un contrôle périodique ou une vérification.
Constats : Le carnet de suivi n'a pas été transmis à l'inspection. Le bilan annuel interprété des analyses légionelles de l'année N-1 n'a pas été transmis à l'inspection avant le 31 mars de l'année N, comme demandé par la réglementation.
Observations : Il appartient à l'exploitant de transmettre le carnet de suivi et ses documents annexés aux inspecteurs dans les plus brefs délais.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 25 : Obligation de port d'EPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Contrôles sur le terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.
Constats : La TAR fonctionne en circuit ouvert et est située en extérieur. Des affichages sont disposés tout autour de la TAR pour indiquer l'obligation du port du masque. Des marquages au sol et des chaînes délimitent la distance à respecter tout autour de l'installation. A proximité, sur le mur du local d'entretien de la TAR, un boîtier est disponible et contient des masques (date de validité conforme). A noter, la présence de dispositif de rinçage des yeux dans la zone de manipulation des produits chimiques, avec une date d'utilisation conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe : Modèle de tableau de renseignement et de plan pour le positionnement à la rubrique 1510

MODÈLE DE TABLEAU DE RENSEIGNEMENT ET DE PLAN

Zone	Destination	Type de combustible	Masse de combustible	Hauteur toiture
A	Stockage	papier - cartons	6 000 t	10 m
B	Activité	combustibles divers	400 t, 3 jours d'en-cours	8 m
C	Stockage	carton et plastique	150 t	5 m
D	Stockage frigorifique	Denrées périssables	3 000 t	8 m
E	Stockage	liquide combustible	50 t	3 m
F	Activité	combustibles divers	50 t, 1 jour d'en-cours	5 m
G	Stockage aérien	palettes	60 t	/

— Mur REI 120
 Porte EI 120 avec fermeture automatique
 Cloison non coupe-feu
 Ouverture non coupe-feu

Sur le plan, qui doit être à l'échelle :

- Les **murs coupe-feu** (ici entre A et B, et A et D) doivent être indiqués avec leur degré (REI60, 120, ...)
- Les **portes coupe-feu avec fermeture automatique** (ici entre A et B) doivent être précisées avec leur degré (EI60, 120, ...).
- Les autres communications entre zones (ici portes entre B et C, et B et E) doivent aussi être précisées.

De plus, comme sur l'exemple ci-dessus :

- E est un stockage sous auvent. C'est un stockage **couvert** qui doit donc être listé.
- G est un stockage **aérien**. Il ne doit pas forcément être listé.
- Pour les **activités couvertes** (ateliers, hall de fabrication, assemblage, mélange, ...), il convient de préciser la masse de combustible abritée et ce que cela représente en nombre de jour d'en-cours de production (matière première, produit fini, emballage) pour la zone considérée.

PRESCRIPTIONS POUR LES INSTALLATIONS DONT LE CLASSEMENT EST MODIFIÉ

Pour les installations relevant de la rubrique n°1510, les prescriptions sont fixées par l'arrêté du 11 avril 2017.

Au sein d'un même établissement, il faut apprécier la réglementation applicable installation par installation.

Pour une installation nouvellement soumise, c'est-à-dire existant avant le 1^{er} janvier 2021 mais non classée 1510, ou pour une installation déjà classée 1510 avant le 1^{er} janvier 2021 mais dont le périmètre est modifié : voir les annexes VII et VIII de l'arrêté.

Pour les installations 1510 existantes qui changent de régime, se reporter au tableau suivant :

Date de l'installation	avant le 1 ^{er} /07/03		du 1 ^{er} /07/03 au 16/04/10		du 16/04/10 au 1 ^{er} /07/17		
Changement de régime	A → E	D → E	A → E	D → E	A → E	E → A	D → E
Annexe n°IV - point 2						✓	
Annexe n°V - point 1	✓						
Annexe n°V - point 2			✓		✓		
Annexe n°VII - point 1	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Annexe n°VIII	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓

ÉLÉMENTS D'INTERPRÉTATION CONCERNANT LES ENTREPÔTS EXCLUSIVEMENT FRIGORIFIQUES

En complément des éléments d'interprétation de la question I.2.6 du guide entrepôts, il peut être considéré qu'une IPD (Installation Pourvue d'une toiture Dédiée au stockage) dispose d'une partie frigorifique lorsque la majorité des parties de l'entrepôt est frigorifique, y compris lorsqu'elles ne sont pas compartimentées par des dispositifs REI 120.

En complément de ces éléments d'interprétation de la question I.2.6 du guide entrepôts, un entrepôt abritant majoritairement des zones frigorifiques non compartimentées par des dispositifs REI 120, peut être considéré comme un entrepôt frigorifique. Dans un tel cas, l'entrepôt qui ne dispose pas de dispositif REI 120 constitue une unique IPD et pourra être considéré comme exclusivement frigorifique lorsque moins de 500 tonnes de matières ou produits combustibles, à l'échelle du groupe d'IPD, sont présentes en zone non frigorifique. Il conviendra alors de vérifier le classement au titre de la rubrique 1511 au regard du volume susceptible d'être stocké (seuil à 5000 m³)

Ce point pourra faire l'objet d'une précision complémentaire lors d'une prochaine mise à jour du guide entrepôts.

En illustration, un bâtiment unique sur un site qui comporte :

- sur la majorité des surfaces/ volumes, des zones de stockages ainsi que des zones de process frigorifiques,
 - sur une minorité des surfaces / volumes, des locaux non frigorifiques (par exemple des locaux de stockages à température ambiante accolés à la zone de process)
- peut être considéré comme un entrepôt frigorifique.

Dans la mesure où la quantité totale de matières ou produits combustibles dans ces locaux non frigorifiques est inférieure ou égale à 500 tonnes, l'entrepôt pourra alors être considéré comme exclusivement frigorifique et relever, le cas échéant, d'un classement 1511.

ÉLÉMENTS D'INTERPRÉTATION CONCERNANT LES SITES D'ACTIVITÉ, COMPORTANT DES STOCKAGES DES MATIÈRES OU PRODUITS COMBUSTIBLES STOCKÉS DANS DIFFÉRENTS LOCAUX ET NON SÉPARÉS PAR DES DISPOSITIFS REI 120

Cette configuration s'inscrit dans le cas des configurations de la question I.2.4 du guide entrepôts.

Dans la mesure, où des stockages de matières ou produits combustibles sont présents au sein de différents locaux au sein d'un bâtiment, en l'absence de compartimentage REI120, le bâtiment dans son ensemble constitue une IPD (Installation Pourvue d'une toiture Dédiée au stockage).

Pour mémoire, en application des principes de la question I.2.6, les encours de production (quantité inférieure ou égale à 2 jours de production), ainsi que les matières en cours d'utilisation ne sont pas à considérer comme des stockages.

De la même manière, en application de la note du 28/11/2011, les produits alimentaires en cours de vieillissement ou de maturation ne sont pas non plus à considérer comme des stockages.

Dans le cadre de cette configuration, il convient ensuite de distinguer deux situations :

- la quantité totale de matières ou produits combustibles assimilables à des stockages est inférieure ou égale à 500 tonnes. Dans ce cas, sous réserve de la présence d'autres IPD à moins de 40m et de la quantité totale des stockages au sein du groupe d'IPD considéré, le bâtiment pourrait être exclu du périmètre pouvant conduire au classement 1510.
- la quantité totale de matières ou produits combustibles assimilables à des stockages est supérieure à 500 tonnes. Dans ce cas, le classement au titre de la rubrique 1510 est à envisager, sous réserve de la situation du groupe d'IPD au regard des exclusions possibles (entrepôt utilisé pour le stockage de matière, produits ou substances classés par ailleurs dans une unique rubrique ou entrepôt exclusivement frigorifique) et en considérant le volume de l'ensemble du bâtiment.